

Afrique – France: quel «New Deal»?

Compte-rendu du 3e panel vidéo¹

Face à la pandémie et à ses conséquences socioéconomiques dévastatrices sur le continent africain, le président Emmanuel Macron multiplie des annonces qu'il convient de décrypter. Ces propositions n'engagent pas de rupture avec les politiques menées jusqu'à présent. Qu'il s'agisse de la présence militaire de la France en Afrique et de sa stratégie au Sahel, de sa coopération économique, monétaire et commerciale ou de sa diplomatie et de ses alliances, les autorités françaises continuent de privilégier la doctrine de la stabilité aux dépens des revendications démocratiques et de la souveraineté des peuples africains. Pourtant, des voies existent pour définir collectivement des coopérations en phase avec les aspirations populaires, les défis socioéconomiques, politiques et environnementaux.

La France, puissance en déclin, se refuse à rompre avec l'héritage colonial

C'est en montant sur les épaules de l'Afrique, que la France, en déclin industriel touchée par un chômage massif, entend conserver son statut de puissance dans les instances internationales, au conseil de sécurité de l'ONU, notamment. Pour **Anne-Cécile Robert**, le slogan des 3D, diplomatie, défense et développement, tout comme les annonces présidentielles relèvent d'opérations de communication. La présidence autoritaire de Macron semble inspirer et même autoriser de telles dérives vers l'autoritarisme en Afrique. Les discours du président Macron n'évoquent pas la présence des entreprises françaises, comme celles de Bouygues et Bolloré qui perpétue pourtant l'économie d'empire tant décriée. Celle-ci va de pair avec la doctrine de la stabilité si nuisible à la prise en compte des revendications démocratiques.

L'activisme français ne change en rien les fondamentaux de sa politique. Le Franc CFA, survivance de l'ère coloniale, conserve sa parité fixe avec l'euro, grevant la compétitivité des économies de la zone - dont les balances commerciales demeurent structurellement déficitaires - et les échanges intracommunautaires. Au détriment de toute considération pour la croissance économique, la stabilité des prix reste l'obsession de la BCEAO. Si ce nouvel accord de coopération monétaire change la donne comme le répètent ses promoteurs, pourquoi aucun des Etats de la zone franc ne l'a-t-il encore ratifié ? Souligne **Kako Nubukpo**. Concernant le moratoire sur le paiement des intérêts des dettes africaines et l'allocation de droits de tirage spéciaux exceptionnels par le FMI aux Etats-membres pour faire face à la crise, le compte n'y est pas. **Ndongo Samba Sylla** invite à regarder la relation France-Afrique au prisme du Franc CFA, dont l'annonce de réforme concentre arrogance, duperie et sabotage. D'après **Jibrin Ibrahim**, la France est historiquement le gendarme officiel de l'Otan en Afrique. L'arrivée de nouveaux acteurs a compromis sa capacité à protéger les intérêts de l'alliance atlantique sur le continent.

Les perspectives de changement : reconquérir les souverainetés

Pour A.-C. Robert, elles ne peuvent passer que par des **mouvements populaires**, car on ne peut rien attendre des institutions françaises et de la France-Afrique. Les échanges entre intellectuels et sociétés civiles des deux continents sont la clé pour **faire cheminer les idées**.

¹ Avec **Félix Atchadé**, chargé des questions africaines au Parti de la gauche européenne, **Jibrin Ibrahim**, politiste, membre du Centre pour la démocratie et le développement (CDD) du Nigéria, **Kako Nubukpo**, économiste, professeur titulaire à la faculté de sciences économiques et de gestion de l'université de Lomé, **Anne-Cécile Robert**, journaliste, directrice des éditions et relations internationales au Monde diplomatique, professeure associée à l'université Paris 8, **Ndongo Samba Sylla**, économiste.

Depuis bientôt 10 ans de présence française au Sahel, la situation n'a cessé de se dégrader. L'intervention de la France et, de plus en plus, de l'Europe est perçue comme faisant partie du problème. Le PGE, de même que ses membres, le PCF, Syriza, Die Linke, le parti communiste espagnol, pensent que ces forces doivent **créer les conditions de leur départ sans précipitation, avec un calendrier précis** en veillant à ne pas provoquer davantage de chaos, mais au contraire à construire des solutions politiques, prévient **Félix Atchadé**. Ces solutions politiques ne peuvent s'élaborer que dans un cadre militaire local, africain, et en redonnant des capacités aux Etats du Sahel. **Ce processus doit s'effectuer par le dialogue avec les sociétés civiles et les forces insurgées. L'Europe doit rompre avec ce prisme sécuritaire et sa vision de l'Afrique vue comme péril migratoire.**

Les Etats généraux de l'eco² ont eu pour objectif d'installer un débat à poursuivre³ autour de la question : **quelle philosophie monétaire en Afrique de l'ouest ?** Aujourd'hui deux philosophies cohabitent : la philosophie monétariste, voire ordolibérale à l'Allemande, qui est celle du franc CFA, avatar de l'euro, et en face une philosophie portée par les pays anglophones qui donne à la monnaie un caractère plus volontariste.

Fédéralisme ou coordination des politiques et des projets ? Le débat sur l'intégration est également fondamental, tout autant que celui du changement de modèle économique et des transformations structurelles des économies au-delà de la région ouest-africaine : sortir enfin de l'insertion primaire au sein du commerce international, transformer sur place les matières premières, disposer d'un système financier au service de ces transformations structurelles.

Le débat sur la dette et le budget ne peut se mener sans celui sur la monnaie. **Les deux leviers budgétaires et monétaires sont requis pour engager ces transformations structurelles.** La reconquête des instruments de souveraineté monétaire est un impératif absolu. L'urgence est de **mettre un terme à l'accord de coopération monétaire avec la France. La monnaie unique CEDEAO s'inspire d'un logiciel mis en œuvre en Europe pour justifier la rigueur et l'austérité. Si l'on veut une bonne monnaie unique CEDEAO, elle doit être précédée par un Etat fédéral ou a minima d'une coordination renforcée des politiques budgétaires avec des transferts fiscaux** dans une perspective de souveraineté. N. S. Sylla plaide pour **des systèmes de monnaie nationale solidaire**⁴.

Le problème de la dette se pose pour les pays qui n'ont pas de souveraineté monétaire. L'Etat doit dépenser pour satisfaire le bien public, la santé, l'éducation et donner un emploi à chacun.e. Il faut **annuler la dette en monnaie étrangère** car le problème des pays de l'UEMOA est un problème de solvabilité et non de liquidité, **et conditionner cette annulation à un audit citoyen.**

La crise est liée aussi avant tout à la **crise de légitimité des régimes au Sahel. Les forces étrangères doivent quitter l'Afrique qui doit assumer sa sécurité de façon souveraine. Les gouvernements doivent s'émanciper de celles et ceux qui privilégient les intérêts extérieurs** pour au contraire répondre aux problèmes des sociétés africaines.

La meilleure manière d'exprimer la solidarité est de couper les racines de la tyrannie chez soi. Cette tâche appartient aux peuples là où ils se trouvent. La solidarité internationale peut mettre fin aux dynamiques d'exploitation et de domination et apporter des réponses durables aux défis communs.

² Université de Lomé, 26-28 mai 2021. Voir le rapport, « [Du Franc CFA à l'Eco : quelle monnaie pour quel développement en Afrique de l'ouest?](#) ».

³ Une biennale pluridisciplinaire est prévue tous les deux ans à Lomé sur la monnaie en Afrique.

⁴ Ndong Samba Sylla, Fanny Pigeaud, [L'arme invisible de la Françafrique](#), La Découverte, 2018. P. 206.